RAPPORT D'ACTIVITÉ

2024

ESPACE

avec vous, pour vous

SOMMAIRE

I - Activité du pôle Addiction 8

A. CSAPA La Désirade 8

Les consultations avancées en CHRS 11

PsychoTraumAddicto (PTA) 12

La Consultation Jeunes Consommateurs (CJC) 13

L'action Tabac-Alcool-Cannabis 14

B. Activité du service Formation - Prévention 16

Formation pour les travailleurs sociaux pour une meilleure prise en charge des personnes ayant des conduites addictives 16

Prévention en milieu scolaire 16

Ateliers de sensibilisation 18

Convention Espace – AGAFOR 19

Moi(s) sans tabac 19

C. CAARUD L'Oasis 21

RDR à distance 26

II - Activité du pôle Insertion 30

A. Accompagnement des bénéficiaires du RSA 30

B. Accompagnements ESPACE 32

C. Soutenir les jeunes des territoires fragiles face aux addictions et à la précarité 33

III - Activité du pôle Santé – Sexualité 35

A. Antenne CeGIDD Montargis 35

B. Antenne CeGIDD Pithiviers 37

C. Prévention des IST et sexualité à risque auprès des travailleuses du sexe 38

D. Antenne Centre de Vaccination 39

IV - Groupement de coopération régional CUP RDR 41

V - Perspectives 2025 46

Les sigles

ADS : Agence Départementale des Solidarités
ALD : Affection Longue Durée
ASE : Aide Social à l'Enfance
ARS : Agence Régionale de Santé
CAARUD : Centre d'Accueil et d'Accompagnement à la Réduction des Risques pour les Usagers de Drogues
CCAS : Centre Communal d'Action Sociale
CCM : Chromatographie sur Couche Mince
CeGIDD : Centre Gratuit d'Information de Dépistage et de Diagnostic
CFA : Centre de Formation d'Apprenti
CHRU : Centre Régional Hospitalier Universitaire
CHRS : Centre d'Hébergement et de Réinsertion sociale
CHRS/US : Centre Hébergement et de Réinsertion sociale/ Urgence Sociale
CIP : Conseillère en Insertion Professionnelle
CJC : Consultation Jeunes Consommateurs
CRP : Centre Régional Psycho trauma
CSAPA : Centre de Soins, d'Accompagnement et de Prévention en Addictologie
CPAM : Caisse Primaire d'Assurance Maladie
DREETS : Direction Régionale et de l'Economie, de l'Emploi, du Travail et des Solidarités
ELSA : Equipe de Liaison de Soins en Addictologie
EMPOWERMENT : Pouvoir d'agir
ETP : Equivalent Temps Plein
GCSMS : Groupement de Coopération Sociale et médico-sociale
HSH : Hommes ayant des rapports Sexuels avec d'autres Hommes
IST : Infection Sexuellement Transmissible
IFSI : Institut de Formation en Soins Infirmer
IRTS : Institut Régional du Travail Social
MDPH : Maison Départementale des Personnes Handicapées
MJC : Maison des Jeunes et de la Culture
NSP : Nouveaux Produits de Synthèse
PES : Programme d'Echange de Seringue
PESP : Programme d'Echange de Seringue en Pharmacie
PJJ : Protection Judiciaire de la Jeunesse
PRS : Programme Régionale Santé
PTA : Psycho-Trauma-Addiction
RdR : Réduction des Risques
RDRàD Réduction des Risques à Distance
RMI : Revenu Minimum d'Insertion
RSA : Revenu de Solidarité Active
SOPC : Service Opérationnel de Prévention et Citoyenneté
SPE : Service Public de l'Emploi
TAPAJ : Travail Alternatif Payé à la Journée
TDS : Travailleurs.ses du sexe
TROD : Test Rapides d'Orientation Diagnostique
TSO : Traitement de Substitution aux Opiaces
VHB : Virus de l'Hépatite B
VHC : Virus de l'Hépatite C
VIH : Virus d'Immunodéficience Humaine

Pôle Addictologie

I - Activité du pôle Addiction

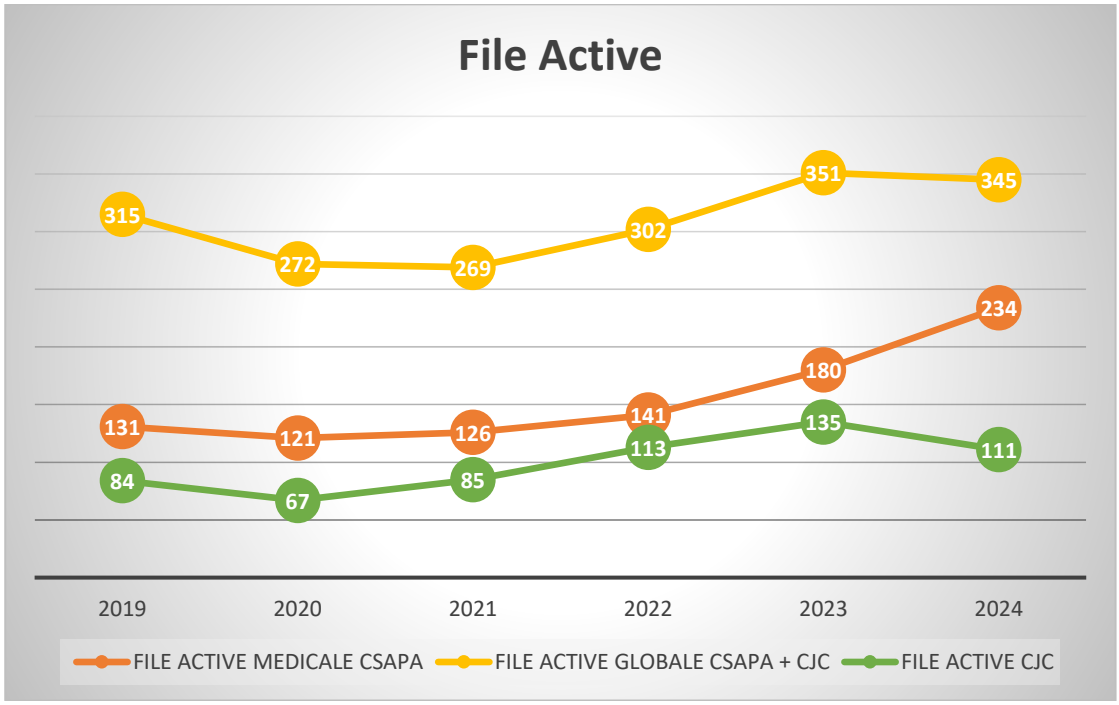
A. CSAPA La Désirade

L'équipe pluridisciplinaire est composée de trois médecins (Deux généralistes addictologues et un psychiatre addictologue), d'une infirmière, de quatre psychologues, d'une conseillère en insertion sociale et d'une conseillère en insertion professionnelle.

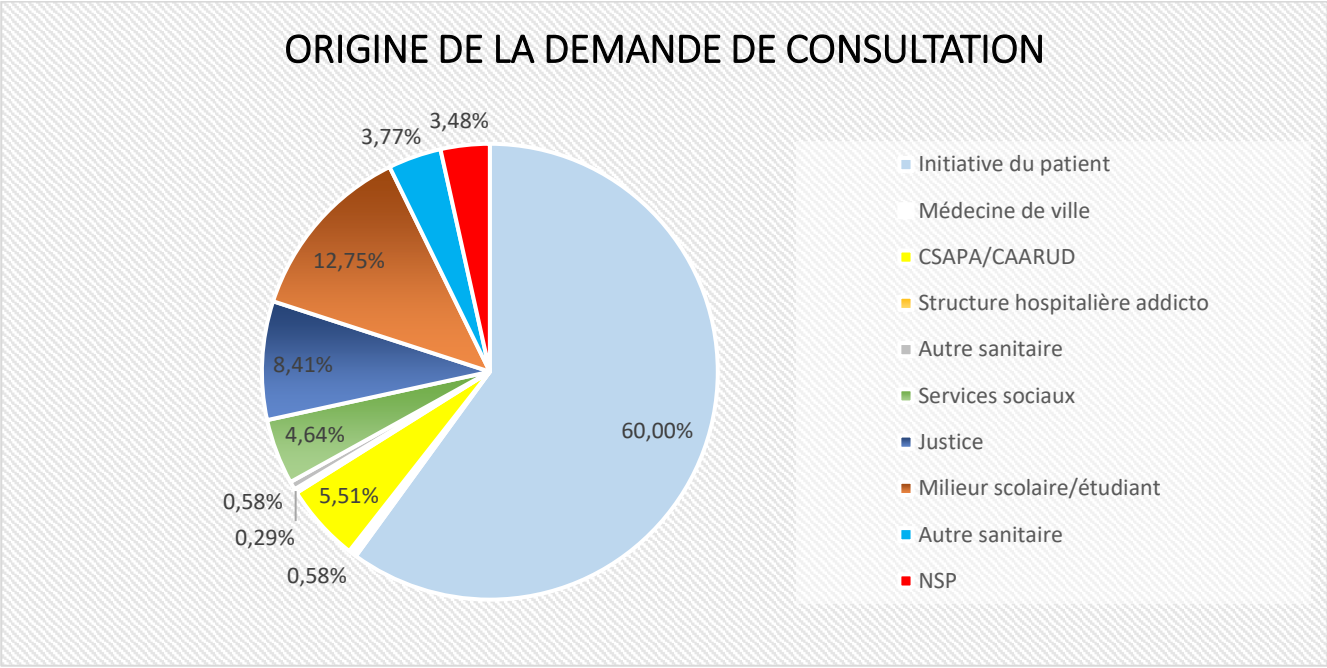
Le CSAPA a une autorisation de fonctionnement à mi-temps tout au long de l'année, sur tout l'est Loiret.

Public accueilli :

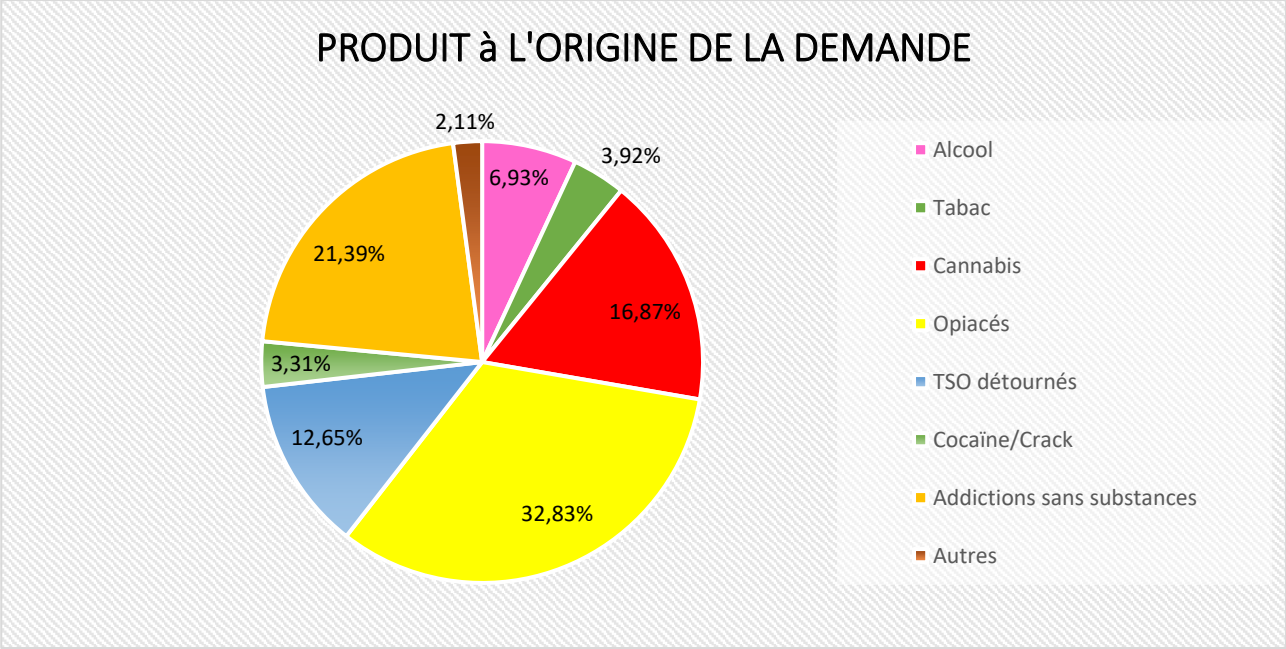
- Toute personne utilisant des produits psychoactifs, dépendante ou usagère occasionnelle,
- Toute personne confrontée à un problème de dépendance comportementale (Jeux vidéos, jeux d'argents et de hasard, sexe…),
- Les familles ou l'entourage des personnes prises en charge,
- Toute personne ayant un questionnement sur les addictions et/ou un début de consommation (Consultation Jeunes Consommateurs).



La grande majorité des consultations est directement à l'initiative des patients. Toutefois, de nombreux partenaires orientent vers le CSAPA et la CJC .

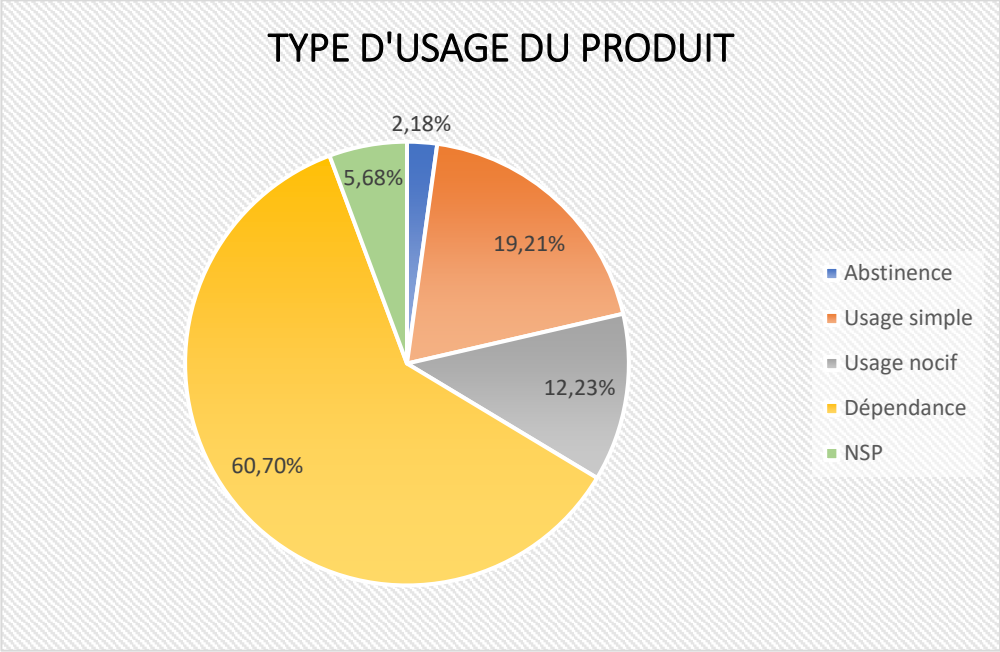


Les consommations d'opioïdes sont à l'origine de la plus grande part des demandes. En cumulant opiacés et TSO détournés, elles concernent 45,5% des patients.



Contrairement à la file active des CAARUD qui explose en matière de consommation de cocaïne et dérivés, seuls 3,31% des patients font une demande de prise en charge concernant ces produits.

La raison probable est l'inexistence à ce jour d'un substitut à la cocaïne mais de nombreux travaux sont en cours pour explorer une approche médicamenteuse de l'aide au sevrage.



61% de la file active est constituée de patients dépendants. Il est intéressant de noter que près de 6% des patients pris en charge n'arrivent pas à situer leur usage. C'est une question qui sera travaillée avec les médecins et la psychologue afin de clarifier le rapport au produit et mieux se connaître.

- **L'accompagnement médical**

Les 3 médecins addictologues du CSAPA exercent un rôle pivot au sein du CSAPA. Toutes les semaines, lors des transmissions, l'équipe pluridisciplinaire recueille leurs **avis médicaux** afin d'ajuster et d'orienter la prise en charge des patients.

Ils réalisent aussi des **soins intégrés** soit avec l'équipe du CSAPA soit avec l'équipe du CAARUD lorsque le patient est sur les 2 services et qu'il a donné son accord écrit pour une levée d'anonymat et un partage d'information.
Les soins intégrés sont de nouveaux modes de collaboration, que ce soit avec des infirmiers, des psychologues, des éducateurs ou des assistants sociaux. Sur le terrain, cette collaboration peut prendre différentes formes : Le patient est vu ensemble, des tâches sont déléguées ou de nouvelles prestations sont développées.
Dans tous les cas, l'objectif est de viser une prise en charge plus efficiente, tenant compte de l'ensemble des besoins des patients.

- **L'accompagnement infirmier**

L'infirmière joue un rôle central sur le CSAPA. C'est elle qui est la présence permanente sur les lieux, la personne ressource pour les patients. Au-delà de sa fonction infirmière, sa disponibilité et sa qualité d'écoute sont primordiales pour maintenir le lien avec un public qui traverse régulièrement des phases d'abattement, de complications, de doutes, de questionnements.

- **L'accompagnement psychologique**

L'accompagnement repose sur l'accueil, l'écoute, le non-jugement et l'information. L'offre de soins est basée sur une prise en charge à long terme en fonction des attentes des personnes (Arrêt ou régulation des consommations).

- **L'accompagnement social**

L'accompagnement est basé, comme pour tous les autres accompagnements, sur la libre adhésion de la personne, dans une démarche de prise en charge globale et pluridisciplinaire.
Il vise à aider et soutenir les personnes dans leurs démarches administratives, budgétaires et de logement. Les entretiens individuels abordent également l'accès aux droits et aux soins.

- **L'accompagnement professionnel**

La chargée d'insertion professionnelle est formée en addictologie, cette double casquette lui permet d'aborder plus justement les questions de consommations dans l'accompagnement vers l'emploi ou en formation.

Les consultations avancées en CHRS

Ces consultations avancées de CSAPA s'adressent à un public hébergé au sein de structures d'hébergement social (CHRS, SU) ne recourant pas spontanément au CSAPA. Ce dernier intervient dans 2 CHRS de l'AIDAPHI sur Gien et sur Montargis. Les consultations sont réalisées par l'infirmière du CSAPA en partenariat avec l'équipe de la structure d'hébergement.

- **Objectifs poursuivis conjointement avec le CHRS :**

- Démarche d'aller vers du CSAPA pour intervenir au plus proche des publics bénéficiaires,
- Confirmation de situations problématiques décelées par les travailleurs sociaux du centre d'hébergement par une évaluation de la situation personnelle de l'usager,
- Prévenir les ruptures de parcours.

- **Missions de l'infirmière** :

- Travailler ou faire émerger la demande de soin ou de dépistage,
- Amener l'orientation vers le CSAPA,
- Coconcevoir et coanimer des ateliers de groupe,
- Assurer le lien partenarial entre le CHRS et le CSAPA,
- Travailler sur le projet personnalisé en lien avec les équipes du CHRS,
- Orientations vers les partenaires (CSAPA, CAARUD, CMP, GeGIDD, médecins généraliste, spécialistes libéraux…).

Sur le site de Montargis, un RDV avec l'infirmière a été inclus lors de leur entretien d'entrée.

Forte d'une formation sur l'entretien motivationnel à l'Irema, les RDV de l'infirmière se sont axés principalement sur cette technique.

3 personnes ont été suivies à Gien et 16 à Montargis

PsychoTraumAddicto (PTA)

La Fédération Addiction, en partenariat avec le Centre national de ressources et de résilience (CN2R), et le Centre Hospitalier Universitaire de Clermont-Ferrand, est à l'initiative du projet « **PsychoTraumAddicto** ».

Ce projet concerne **la co-occurrence des troubles addictifs et du Trouble de Stress Post Traumatique (TSPT)**. Les objectifs sont d'améliorer le repérage, le diagnostic, et la prise en charge des publics concernés par cette co-occurrence. Des équipes volontaires de CSAPA et CRP sont donc mobilisées sur 3 sites (Nouvelle Aquitaine, Pays de la Loire, et Centre Val de Loire).

Des années de recherches et d'observations cliniques montrent des liens importants entre les TUS (Trouble de l'Usage de Substances), les traumatismes psychiques et les syndromes psycho traumatiques dont le Trouble de Stress Post Traumatique. Plusieurs études ont révélé que le TSPT rend vulnérable au développement d'un TUS et réciproquement.

De plus, la comorbidité entre ces deux troubles est elle-même associée à d'autres troubles de santé mentale (Troubles de l'humeur, troubles anxieux, troubles de la personnalité…). Aujourd'hui, en France, les difficultés de dépistage et d'accompagnement des publics souffrant à la fois de TUS et de TSPT ne permettent pas une prise en charge optimale du fait du cloisonnement entre le secteur de l'addictologie et celui de la psychiatrie.

Le Projet **PsychoTraumAddicto** mis en place sur la région Centre Val de Loire en 2023 a permis aux structures partenaires de mettre en œuvre ce projet au profit des professionnels des différentes structures, pour se former mutuellement sur la prise en charge co-occurrente des troubles addictifs et du psycho traumatisme puis de réaliser des modules de groupe de parole à destination des patients CSAPA.
Ces différents modules (Gestion des émotions, relations interpersonnelles, autocompassion) ont fait l'objet d'une publication sous forme de livrets à l'intention des patients et des professionnels et d'actions de formation auprès des professionnels des CSAPA.

La fin du projet psychotrauma ayant été normalement actée pour le début d'année 2023, nous avons eu la chance de voir ce projet reconduit pour continuer à diffuser plus largement ces livrets. Le nouveau budget alloué permet ainsi de finaliser ce projet. Les professionnels partenaires du projet ont pensé nécessaire de diffuser ces livrets à destination des autres professionnels des structures à l'échelle nationale. En effet, les modules abordant des domaines assez larges, ils peuvent être intégrés dans d'autres structures auprès de patients ayant d'autres problématiques ou troubles (CMP, hôpital de jour, centre de cure…).

Enfin, ces modules pourraient évoluer sous la forme d'un MOOC filmé auquel les professionnels pourront avoir accès gratuitement.

CICAT

CSAPA 37 – Centre de Soins, d'Accompagnement et de Prévention en Addictologie

Centre Régional de Psychotraumatologie Centre - Val de Loire

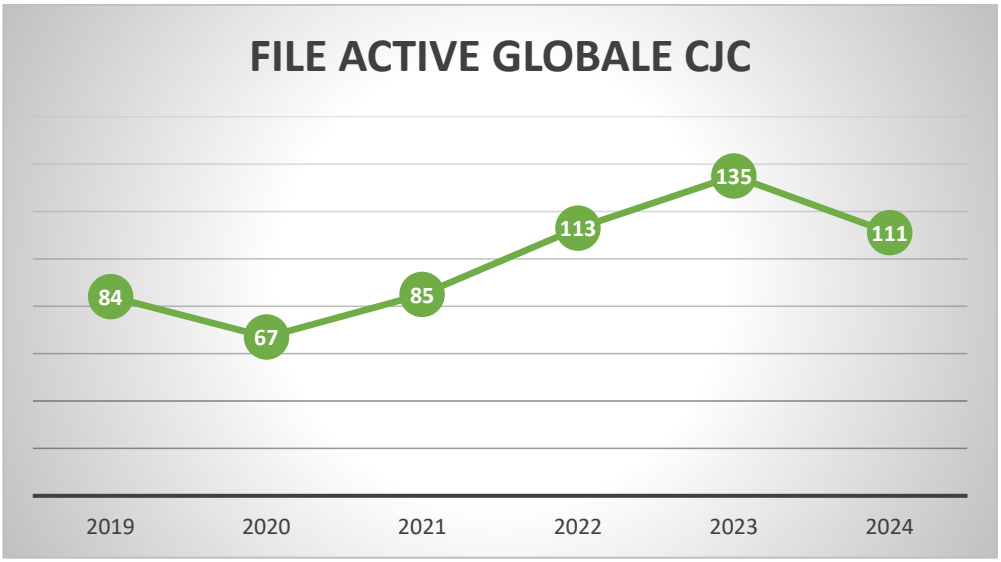
ESPACE – avec vous, pour vous

La Consultation Jeunes Consommateurs (CJC)

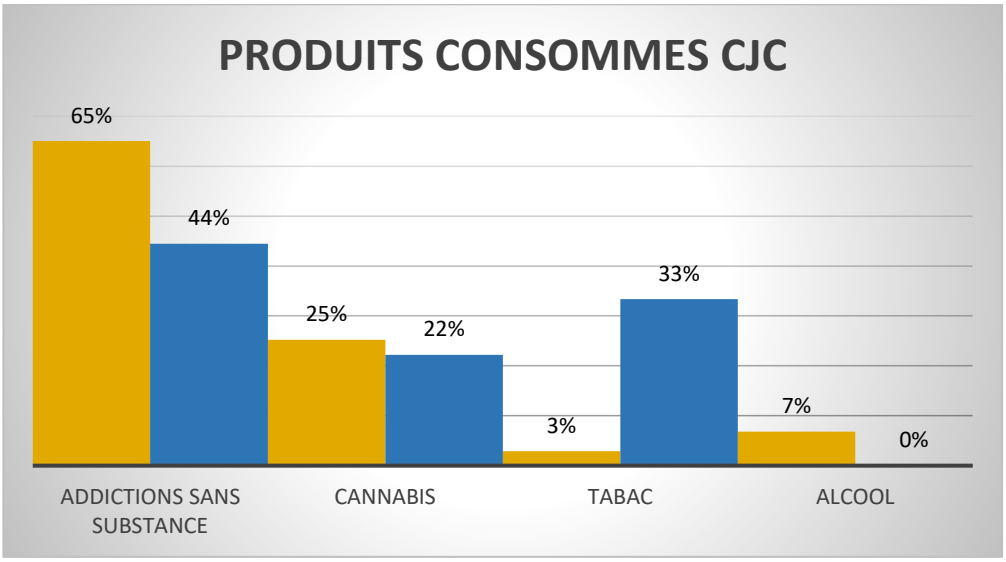
La CJC est un lieu d'écoute, d'informations et d'accompagnement gratuite et anonyme. Les psychologues accueillent les personnes ayant une consommation de produit(s) (Tabac, alcool, produit illicite…) ou une problématique comportementale (Jeux vidéo, trouble du comportement alimentaire, jeux d'argent, sexe compulsif, …) récente ou en questionnement.

La CJC permet également d'accueillir l'entourage en questionnement (Famille, ami, infirmière scolaire, éducateur, …).

3 psychologues assurent des temps de permanence CJC en collège, lycée, mission locale à Montargis, Villemandeur, Châlette sur Loing, Gien, Briare et Poilly les Giens



Elle concerne plus spécifiquement les addictions sans substances, tant en première demande de prise en charge qu'en seconde. On note cette année une forte progression de la demande concernant le tabac.



L'action Tabac-Alcool-Cannabis

Reconduit jusqu'en 2026, le projet a pour objectifs de :

- **Sensibiliser à une approche de réduction des risques** concernant les consommations d'alcool et de tabac,
- **Sensibiliser les encadrants des structures partenaires** au risque tabagique, alcoolique et cannabique et à l'arrêt de ces produits,
- **Proposer** aux bénéficiaires des structures partenaires **des consultations** avec une infirmière (Tabacologie, alcoologie, éducation thérapeutique) couplées d'un suivi psychologique TCC (Thérapies Cognitives Comportementales),
- **Proposer des ateliers collectifs** pour soutenir l'arrêt du tabac, du cannabis et de l'alcool dans les locaux de nos partenaires et en interne, à l'Association.

Le public visé est constitué de personnes en situation de vulnérabilité sociale accompagnées par une structure partenaire.

Partenaires du projet :

- Les missions locales de Gien et Montargis
- ALPEJ, ICARE, Jardins du cœur de Lorris et Gien (chantiers d'insertion)
- L'AIDAPHI (CHRS)
- IMANIS (Pension de famille, GEM'BOUGE)
- Les services de l'association ESPACE (CSAPA, CAARUD, RSA, …)
- L'ASTAF (ESAT)
- L'UEMO de Montargis
- Le Centre Médical de la Femme du Gatinais
- La CPAM
- Les Centres Communaux d'Actions Sociale et Centre Médico-Sociaux des communes
- Certains établissements scolaires (Maison Familiale Rurale de Sainte Geneviève des Bois, Collège les Clorisseaux de Poilly-Lez-Gien, Lycée Château Blanc, Lycée Jeannette Verdier).

123 personnes ont été suivies au total

Modalités d'intervention :

- Ateliers de sensibilisation
- Permanences
- Stands d'information
- Groupes de parole
- Accompagnement individualisé

❖ **L'accompagnement psychologique** :

Sur la base des thérapies cognitives et comportementales, le suivi psychologique vise à travailler avec les personnes accompagnées, autour de la fonction de la consommation (Tabac, alcool et/ou cannabis) et à initier une modification des comportements associés à l'usage de la substance consommée.

Les entretiens individuels avec la psychologue durent en moyenne, une heure. Ils permettent de questionner avec l'usager la fonction du produit, la motivation à l'arrêt, ainsi que les ressources ou les freins (Entourage, gestion des émotions, présence de comorbidité, etc.). Les entretiens sont également l'occasion de travailler différentes situations à haut risque de consommer et de prévenir la rechute. Le nombre d'entretien n'est pas prédéfinit, et dépendant de la demande et des besoins de la personne.

58 personnes ont été suivies par la psychologue sur **409 entretiens**

- **Le suivi infirmier** :

Le suivi infirmier permet quant à lui une continuité des soins sur le travail comportemental. Il permet aussi une évaluation de la dépendance physique et la mise en place d'un traitement d'aide à l'arrêt des consommations. L'infirmière prend le temps d'expliquer les différents traitements possibles aux patients qu'elle reçoit (Patchs, substituts oraux, vape, ...). Elle peut ainsi, délivrer des prescriptions de substituts nicotiniques (TSN), et suivre les patients tout au long de leur traitement. Les entretiens durent entre 30min et une heure et sont positionnés principalement les jeudis toute la journée et les mardis matin.

65 personnes ont été suivies par l'infirmière sur **226 entretiens**

ACTIONS COLLECTIVES

- 4 stands d'information ont été tenus tout au long de l'année
- 2 réunions de présentation du projet tabac aux partenaires
- 15 séances de groupe de parole
- 3 ateliers autour des consommations
- Permanences régulières partenaires (Gem 'bouge, CMS Briare, CCAS Lorris, Ladon, Bellegarde, Chatillon Coligny, ESAT ASTAF).

Ces différentes actions collectives ont permis de toucher **571 personnes**.

B. Activité du service Formation - Prévention

Formation pour les travailleurs sociaux pour une meilleure prise en charge des personnes ayant des conduites addictives

Deux formations ont été réalisées, à Montargis et à Gien, permettant de donner à des professionnels du territoire Est Loiret de solides bases permettant de mieux accompagner et orienter les personnes consommatrices de produits psychoactifs.

La formation est le fruit de plus de 10 ans d'expérience. Ses contenus, supports et méthodologie d'intervention sont mis à jour chaque année et allient des modules d'acquisition de connaissances théoriques et des exercices pratiques individuels et collectifs permettant aux stagiaires de bien intégrer les nouveaux savoirs pour une mise en œuvre ultérieure.
Elle est animée par divers professionnels du champ de l'addictologie et un formateur chevronné.

22 professionnels du territoire des champs de l'insertion, du sanitaire et de l'action sociale et médicosociale ont été formés aux bases en addictologie.

Prévention en milieu scolaire

L'Association Espace déploie **différents programmes de prévention probants** sur son territoire.

❖ Unplugged :

Déployé depuis 5 ans sur le territoire, **Unplugged** est un programme de prévention des conduites addictives en milieu scolaire, mettant particulièrement l'accent sur l'alcool, le tabac et le cannabis, avec une ouverture sur les conduites addictives liées aux écrans et aux jeux vidéo. Ce programme est destiné aux collégiens (6ème, 5ème). Il comprend **12 séances interactives d'une heure en classe**, menées par des enseignants formés qui travaillent – au moins la première année – en coanimation avec des professionnels de la prévention, également formés.

Au-delà de la prévention des addictions, le programme contribue à l'amélioration du climat scolaire. Les séances permettent aux élèves de développer la confiance en soi, l'expression de soi et le respect des autres, mais aussi des habiletés interpersonnelles de communication, d'affirmation et de conciliation. Il les invite à décrypter les attitudes positives et négatives à l'égard des produits, les influences et les attentes du groupe, les croyances sur les produits et leurs effets, tout en exerçant leur esprit critique.

2024 :

Collège Henri Becquerel – Ste Geneviève des bois
Collège de la Vallée de l'Ouanne - Châteaurenard
Collège Charles Desvergnes – Bellegarde
Collège Paul Eluard – Châlette sur Loing

❖ Protoxyde d'azote :

Le but de cette action est de réaliser une campagne de sensibilisation sur la consommation de protoxyde d'azote auprès des collégiens et des personnels scolaires.

Ses objectifs opérationnels sont :

- Décrire les modes de consommation et les effets recherchés dans le protoxyde d'azote en partant des pratiques et des réflexions des jeunes,
- Faire réfléchir les élèves sur les risques encourus à courts termes et à moyen termes,
- Sensibiliser le personnel scolaire afin qu'il puisse maîtriser et relayer les messages de prévention,
- Valoriser la prise en charge via notre Consultation Jeunes Consommateurs tant auprès des jeunes que du personnel scolaire.

400 élèves sur 16 classes dans 4 établissements scolaires différents ont été touchés cette année.

En parallèle, des interventions ont été organisées auprès du personnel scolaire des collèges Vallée de l'Ouanne (6 professionnels), EREA (4), Bildstein (5) et Renoir (5) pour un total de 20 personnes sensibilisées (Professeurs, assistants d'éducation, CEP, infirmières, direction).

Ces interventions ont permis de clarifier ce qu'est le protoxyde d'azote et les risques associés. Ce public n'avait que peu de connaissances sur ce produit.

❖ Oscar :

Oscar est un programme jugé prometteur par l'ARS Centre Val de Loire. Son objectif est de développer les compétences psychosociales des élèves : Voir conscience de soi, prendre des décisions constructives, avoir conscience et réguler ses émotions, gérer son stress, communiquer de façon constructive, résoudre des difficultés.

Il est constitué de **9 sessions** d'une heure, à raison d'une par semaine et il est coanimé avec l'enseignant, préalablement formé par notre équipe.

Ecole Makeba, Châlette sur Loing : 2 classes de CM2

❖ **PSFP :**

Le Programme de Soutien aux Familles et à la parentalité (PSFP) a pour objectif de développer les compétences psychosociales des enfants de 6 à 11 ans. Il touche les enfants et les parents, en dehors du temps scolaire.

C'est un programme évalué et validé par Sante Publique France qui vise à retarder l'entrée dans la consommation des trois principaux produits psychoactifs les plus consommés en France (Alcool, tabac, cannabis) par le renforcement des compétences familiales et psychosociales.

Il offre aux parents des « clefs de la parentalité », qui sont autant d'occasions d'enrichir, de développer l'éventail de leurs pratiques, comment communiquer plus efficacement, dire non plus facilement, gérer ses émotions et celles de ses enfants…

PSFP est basé sur la création d'un groupe d'experts au niveau de la commune engagée et la formation de futurs animateurs PSFP et l'animation de 14 sessions auprès des familles engagées.

Déployé sous convention à Châlette sur Loing,

le programme a touché **8 familles.**

Ateliers de sensibilisation

Les ateliers de sensibilisation aux conduites addictives ont pour but d'interpeller le public cible sur ses représentations des produits psychoactifs, la loi y afférent, son comportement face aux injonctions et pressions extérieures poussant à la consommation ou l'utilisation de produits ou d'outils potentiellement addictifs. Ils proposent, au travers de divers supports multimédia ludiques et échanges avec les participants, de mettre en place les conditions d'un débat libre sur la question des addictions et des consommations. Ils donnent enfin une explication concise et claire du dispositif de prise en charge sur l'Est Loiret en explicitant et dédramatisant leurs accès et leurs missions.

Les ateliers se sont adressés cette année à deux types de public :

- Les travailleurs précaires, salariés des dispositifs d'insertion par l'activité économique (Chantier Icare, ALPEJ, APAGEH, Jardins du Cœur de Lorris et Gien, Jardins de la voie romaine, Fratercité).
- Les jeunes en insertion, stagiaires du Contrat d'Engagement Jeunes CEJ (Mission locale de Montargis et Gien).

40 interventions ont eu lieu au bénéfice de **445 personnes** qui ont participé à ces ateliers.

Ateliers de sensibilisation à la question des addictions

Missions Locales	Salariés en insertion	Public précaires
36 interventions 360 jeunes sensibilisés	4 interventions 45 salariés en insertion sensibilisés	2 interventions 40 personnes sensibilisées

Convention Espace – AGAFOR

Dans le cadre du dispositif « VISA + » déployé par AGAFOR, l'Association Espace intervient 4 fois par an pour présenter l'ensemble des services de l'Association. En 2023, nous sommes intervenus auprès de 45 personnes.

Moi(s) sans tabac

Le projet Moi(s) sans Tabac revient pour la 9ème édition. Cette opération est mise en place par Santé publique France et le ministère de la Santé et de la Prévention, en partenariat avec l'Assurance Maladie.

Pour les fumeurs, le moi(s) sans Tabac est un défi qui se relève collectivement grâce au soutien des différents partenaires et acteurs qui pourront les accompagner et les soutenir dans leur participation et leur détermination à arrêter de fumer. C'est une première étape essentielle, car réussir d'arrêter de fumer pendant 30 jours multiplie par 5 les chances d'abandonner le tabac définitivement.

L'association ESPACE est de nouveau partie prenante de cette action sur l'Est du Loiret. Dans le cadre de ce projet, une psychologue et une infirmière ont pu proposer divers actions et accompagnements pour aider les personnes intéressées à réduire et arrêter leurs consommations de tabac. Durant les mois d'octobre et novembre, une campagne d'information et de sensibilisation a été menée auprès de différents partenaires. Puis, en novembre des entretiens individuels ont été proposés.

Pour cette édition 2024 du Moi(s) sans tabac :

- **2 stands** ont été tenus réunissant **230 personnes** au Centre Médical de la Femme du Gatinais à Montargis et au collège les Clorisseaux de Poilly-Lez-Gien.
- **2 ateliers** ont été menés au lycée du Château Blanc et à la pension de famille IMANIS pour **52 bénéficiaires.**
- **2 séances de groupe de parole** ont été réalisées à la pension de famille IMANIS pour **6 résidents.**
- **28 entretiens individuels** avec la psychologue.
- **14 entretiens infirmiers.**

C. CAARUD L'Oasis

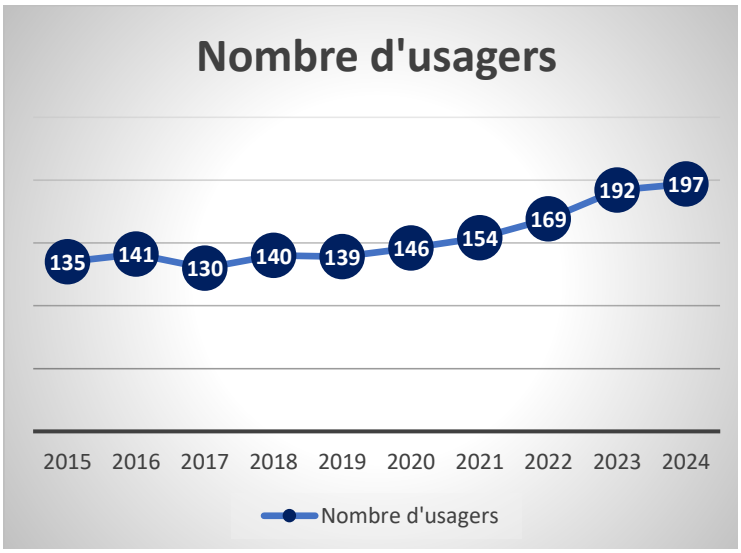
Composé d'une équipe pluridisciplinaire de 7 personnes, le CAARUD accueille des usagers de produits psychoactifs, de façon anonyme et gratuite dans une perspective de réduction des risques et dommages liés à leurs consommations.

Doté d'un lieu d'accueil fixe, d'un Distribox en accès libre à Montargis, d'un programme d'échange de seringues sur **17 pharmacies** du territoire et porteur du programme régional de réduction des risques par voie postale (RDRAD), le CAARUD s'efforce de répondre aux besoins des usagers au plus près de leur lieu de résidence en s'adaptant à leurs conditions de vie.

197 usagers dont 57 nouveaux

24% d'entre eux sont des femmes

3278 passages ont été enregistrés sur l'année



Couvrir le territoire

C'est l'une des missions majeures du CAARUD. Un grand nombre d'usagers vit dans de petites communes et connait une situation sinon précaire, du moins fragile économiquement. Pour favoriser l'accès au matériel de réduction des risques, le CAARUD développe un maillage territorial en :

- **Conventionnant avec des officines en pharmacie** : ***17 officines*** formées à la réduction des risques participent au Programme d'Echange de Seringues en Pharmacie (PESP) et une dizaine d'autres est en cours d'intégration. ***125 livraisons*** de matériel ont eu lieu.
- **Envoyant des colis de matériel par la RDRAD** (Réduction des risques à distance).
- **Disposant d'un automate de distribution de matériel :** Le Distribox permet aux usagers injecteurs d'obtenir des kits 24h sur 24. **674 kits** ont été distribués.
- **Organisant des visites à domicile, des maraudes, du travail de rue :** ***11 personnes*** ont été suivies en extérieur.

- **Participant à des actions partenariales :**

  - **En milieu festif**, c'est l'occasion de rencontrer, échanger et conseiller des usagers occasionnels ou réguliers qui ne connaissent pas la réduction des risques. C'est un public généralement plus jeune, plus féminin aussi, qui consomme des produits spécifiques à l'espace festif auxquels se rajoute la consommation d'alcool et le risque routier.

  - **En maraudant** avec l'équipe du 115 de la Croix-Rouge, l'équipe du SOPC, ou exclusivement composées de salariées du CAARUD. C'est l'occasion de mieux repérer les lieux investis par les usagers, en découvrir de nouveaux et créer un lien qui permettra d'entrer dans une démarche de réduction des risques tout en solidifiant le lien partenarial.

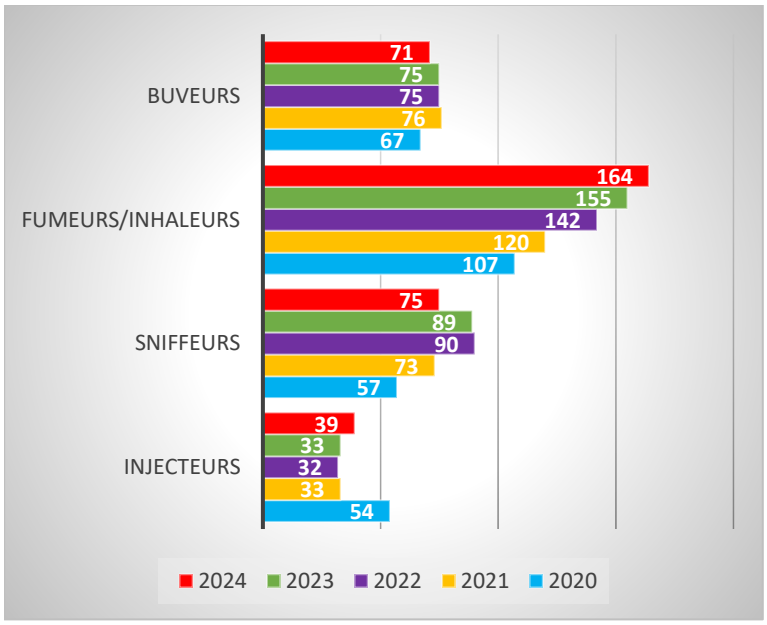
150 personnes ont fait l'objet d'un entretien, d'un don de matériel, d'une orientation ou d'un dépistage.

Sensibiliser à la réduction des risques (RDR)

L'intervention en réduction des risques auprès de partenaires permet de mieux en appréhender la philosophie (Non-jugement, empowerment, parité dans l'action, continuité de l'accompagnement), connaître le cadre d'action (Politiques sociales, cadre juridique, dispositif de RDR en addictologie) et améliorer l'accueil et la prise en charge d'usagers en faisant l'acquisition de connaissances socles ou spécifiques.

- **Intervention à l'IFSI de Châlette sur Loing**, auprès des infirmières en dernière année
- **Intervention à l'IRTS d'Orléans** auprès des élèves assistantes sociales de 3ème année et des éducateurs spécialisés
- **Accueil de professionnels sur le CAARUD** (internes de médecine, infirmière du DIMA, étudiant en addictologie)
- **Formation de l'équipe d'Un chez soi d'abord 37** par le biais de la RDR à Distance dans le but de développer une réponse adaptée à leur public
- **Participation aux actions de formation et de sensibilisation du GCSMS CUP RDR**
- **Participation à la journée annuelle du groupe régional d'addictologie CVL**
- **Participation au colloque « Tous addicts » de l'université d'Orléans**

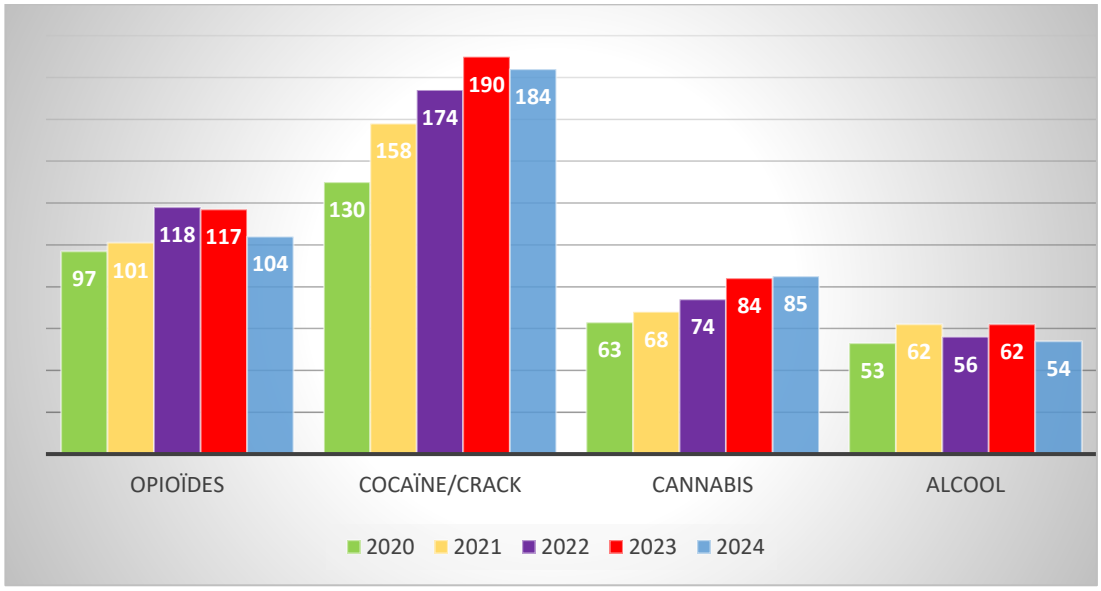
Observer les consommations et adapter la RDR



La réduction des risques est en perpétuel mouvement : Les produits consommés changent, les modes de consommation évoluent, des outils innovants font leur apparition, les contextes de consommation s'élargissent et les usagers se diversifient.

Les tendances observées depuis plusieurs années se confirment. L'injection de produits, principalement l'héroïne, se maintient malgré la hausse constante des pratiques d'inhalation.

Les principaux produits consommés déclarés par les usagers du CAARUD cette année ainsi que les importantes sorties de matériel d'inhalation confirment les tendances nationales relevées par TREND quant à la prégnance de la cocaïne basée. Pour autant, les opioïdes se maintiennent, principalement l'héroïne. Les autres produits restent à la marge (Kétamine, médicaments divers, MDMA, LSD)



Les usagers du CAARUD sont majoritairement dans une situation de grande précarité, qu'elle soit économique ou autre.
L'endettement est chronique, et la conjugaison du coût des consommations, de l'inflation et de leur peu de revenus impacte durement leur état de santé. La sous nutrition est en augmentation dans la file active du CAARUD. Les actions d'accompagnement infirmier et social sont en forte augmentation de ce fait.

90 usagers ont été vus par l'infirmière cette année pour **604 actes infirmiers**
63 personnes ont été suivies par la conseillère sociale pour **704 actions de suivi**

Suivi des actions définies lors du projet d'établissement

1. **RDR Alcool** :

L'expérimentation a débuté en janvier 2024. Bien reçue par les usagers après une longue période d'échanges sur son intérêt, elle compte 36 usagers participant à divers degrés, du suivi annuel de leur consommation à la consommation sur place sous condition de signature d'une charte.
8 usagers ont signé la charte d'engagement permettant d'adhérer au projet et consommer sur le lieu de permanence. 5 usagers s'en saisissent régulièrement et 3 usagers consomment de manière ponctuelle lorsqu'ils ont une forte envie ou un besoin de consommer de l'alcool.

L'expérimentation RDR Alcool engendre une facilitation du dialogue à propos de l'alcool grâce à la levée de l'interdiction. Les pratiques ne sont plus cachées et les usagers savent qu'elles sont prises en compte comme toutes les autres consommations, sans jugement. Lors de la mise en place du projet, les usagers ont pu tester le cadre instauré concernant la RDR Alcool mais au fur et à mesure que celui-ci s'est installé, il n'y a eu aucun débordement.

En revanche, il est intéressant de noter que nous faisons face à moins de suralcoolisation ou de sous-alcoolisation durant les permanences ainsi que moins d'allers-retours des usagers, observés auparavant. Cela leur permet de boire quelques gorgées d'alcool durant leur temps de présence et de se maintenir à un taux d'alcoolisation « fonctionnel ». Les usagers consommant de l'alcool sont donc plus accessibles pour effectuer un travail autour de leur problématique.

Malgré beaucoup de réticences mises en exergue par certains usagers lors du recueil de données, elles semblent bien répondre aux besoins des usagers les plus en difficulté avec le produit et stabilise leur présence sur le CAARUD dans de meilleures conditions pour un accompagnement.

La reconduction de l'expérimentation se fera jusqu'en décembre 2025 afin de s'assurer de la pertinence d'installer la RDR Alcool de manière pérenne.

2. Analyse de produits :

L'analyse de produit reste un besoin important du CAARUD pour éviter les accidents dus aux produits frelatés.
Le CAARUD l'Oasis a rejoint le réseau régional d'analyse de produits (ATP CVL) et propose régulièrement dans ses locaux des analyses par spectrométrie par infrarouge en collaboration avec le GCSMS CUP RDR.

3. Réorganisation du CAARUD

La réorganisation du CAARUD avec un accueil inconditionnel le matin et uniquement pour des mesures d'accompagnement et accès aux services l'après-midi répond aux attentes des usagers et leur donne satisfaction. Le CAARUD a retrouvé pleinement son activité RDR et les relations avec les usagers se sont approfondies avec des possibilités élargies d'entretien individuel. L'accès aux droits et à la santé s'en trouve fortement amélioré.

4. Renforcement du dépistage et de la couverture Naloxone

- **216 TRODs ont été réalisés en 2024, révélant 5 positifs (4 VHC, 1 VIH)**

- **57 kits Naloxone ont été délivrés pour 93 usagers d'opioïdes et 3 autres ont été couverts par d'autres structures.**

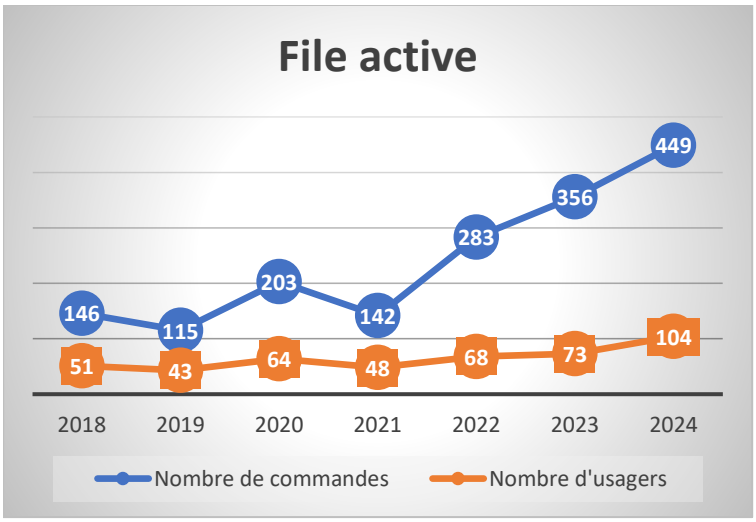
- Nous tendons vers une couverture à 100% des usagers consommateurs opioïdes en 2025**.**

RDR à distance

La RDR à Distance (RDRAD) permet l'envoi gratuit de matériels de réduction des risques par voie postale sur toute la région Centre Val de Loire.

Ce dispositif permet de toucher un public qui ne peut ou ne souhaite fréquenter les lieux de dispensation habituels (CAARUD, CSAPA).

Mieux inséré, plus jeune, plus féminin, ce public est en contact avec l'équipe par téléphone, mail, messagerie, visio et peut bénéficier de tous les services du CAARUD (Counseling, orientation, accompagnement) ; toutefois, et s'il le désire, c'est plutôt l'orientation vers des réponses au plus près de son lieu de vie qui lui est proposée.



104 usagers identifiés dont 32 femmes (31%) se sont fournis en matériel de réduction des risques auprès du dispositif de RDR à distance de la région Centre Val de Loire en 2024.

449 commandes ont été traitées, confirmant la tendance à la hausse autant en matériel qu'en usagers touchés.

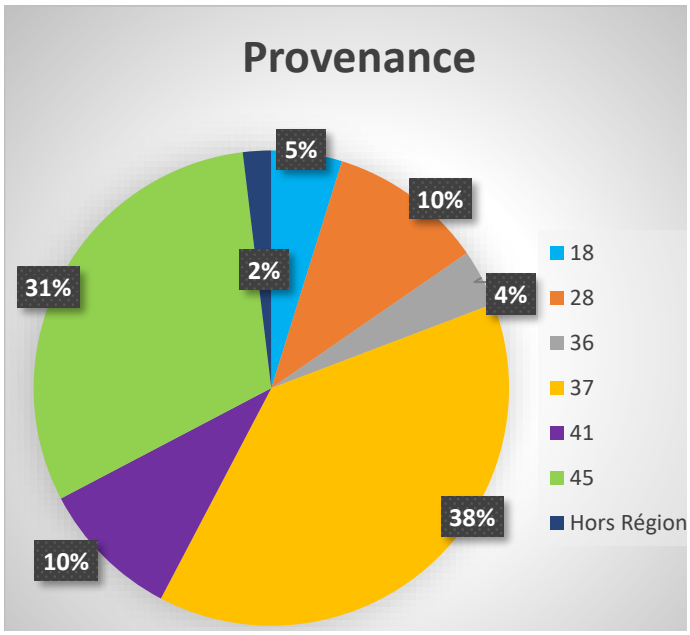
La RDR à Distance fournit aussi des groupes de consommateurs : Chemsexeurs, regroupements de consommateurs, usagers relayés. **15 groupes** identifiés prennent du matériel pour **149 usagers** avec qui nous n'avons pas de contact direct.

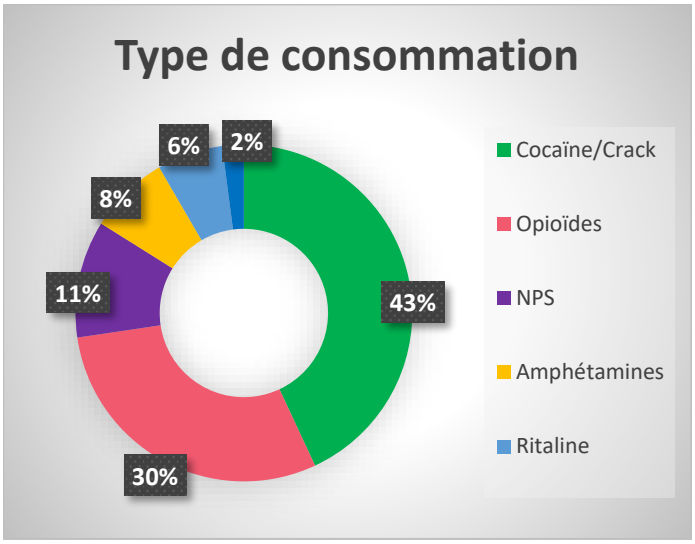
La file active totale de la RDRAD est donc de **253 usagers**.

Les utilisateurs de la RDR à Distance proviennent toujours majoritairement des départements 37 et 45.

Ceci peut s'expliquer par une plus importante mobilisation des partenaires addicto du 37 ainsi qu'une forte implication des pharmaciens impliqués dans le PESP du CAARUD porteur (45).

Le travail d'information doit perdurer pour étendre la couverture territoriale, notamment auprès des acteurs impliqués indirectement ou directement dans le CHEMSEX.



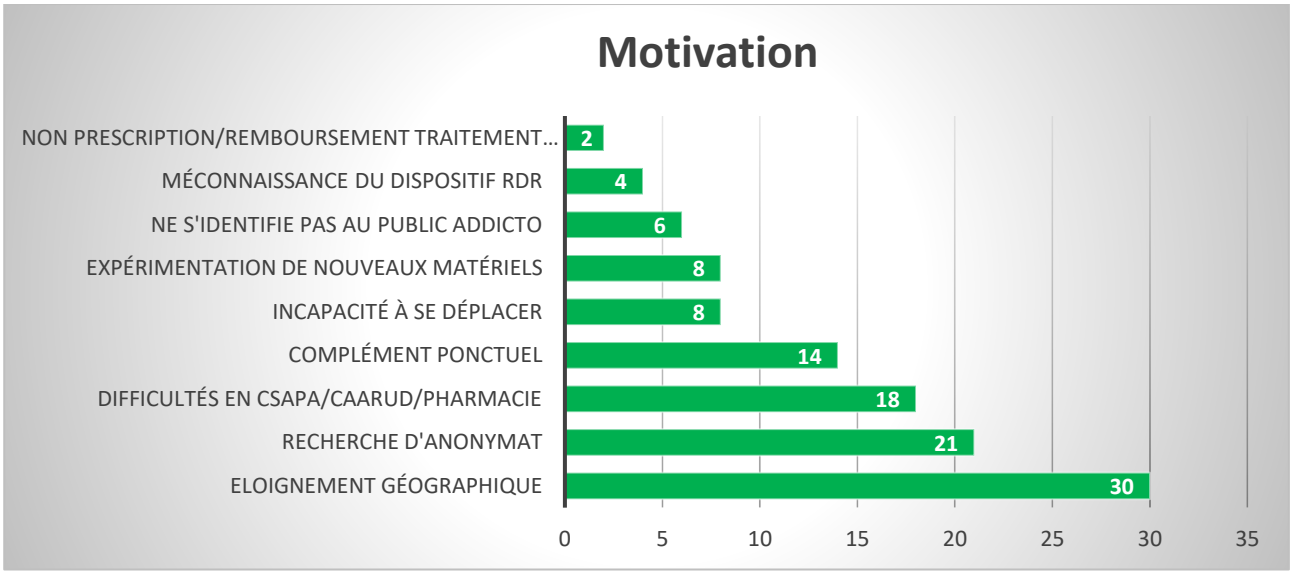


En matière de consommation, cocaïne/Crack et opioïdes sont majoritaires, correspondant aux pratiques observées en CAARUD.

Particularité des usagers de la RDRAD, les NPS y sont très présents, correspondant en partie aux pratiques en CHEMSEX et en milieu festif.
Les consommations d'amphétamines et ritaline sont en hausse.

13 usagers pratiquent le CHEMSEX et sont les principaux relayeurs de groupes

La RDRAD touche un public beaucoup plus large qu'en CAARUD et répond aux besoins d'usagers qui ne passeraient jamais par le dispositif spécialisé en addictologie.



Les réponses données lors de leur entretien d'accueil confirment l'utilité de la RDRAD pour les usagers trop éloignés des ressources en addictologie existantes sur le territoire et ceux qui ne veulent absolument pas fréquenter des structures médico-sociales, notamment du fait de leur parfaite insertion sociale et professionnelle qui risquerait d'en pâtir, mais aussi du fait de leur sexualité.

A noter que l'item concernant les difficultés en CSAPA/CAARUD/Pharmacies ne se limite pas aux difficultés relationnelles des usagers avec les services concernés mais aussi aux horaires incompatibles avec leur activité professionnelle ou leur mode de vie.

Hormis la dispensation de matériel de réduction des risques, l'essentiel de la relation est basée sur des échanges de l'usager avec les intervenants en RDR (Conseil pour la bonne utilisation du matériel, analyse des pratiques, élargissement des pratiques aux outils secondaires, orientation vers le dispositif de soin généraliste ou spécialisé, découverte de matériel plus approprié) et avec les infirmiers (Conseils suite à des problèmes lors de l'injection, bonnes pratiques de l'injection, suivi des soins).

Service d’insertion

II - Activité du pôle Insertion

A. Accompagnement des bénéficiaires du RSA

L'Association Espace est financée par le Conseil Départemental du Loiret pour des accompagnements sociaux, professionnels et/ou psychologiques des bénéficiaires du RSA. Depuis 2024, notre convention porte sur 75 dossiers. Les orientations peuvent concerner un accompagnement social et/ou pro et/ou psy. Mais il ne peut être envisagé un accompagnement uniquement basé sur l'accompagnement psychologique.

76 personnes dont la moyenne d'âge est de 43.6 ans ont été suivies par le service.

Notre approche de l'accompagnement est de prendre le temps d'écouter, de comprendre et d'accompagner chaque personne, afin qu'elle puisse à son tour être actrice de son parcours. Certaines personnes peuvent rencontrer des difficultés particulières, telles que la désillusion envers les systèmes d'accompagnement traditionnels, la perte de confiance en soi, le chômage de longue durée, des pathologies psychiques ou physiques, ou encore des difficultés avec la langue française. Nous nous adaptons aux besoins spécifiques de la personne en la laissant décider et agir, tandis que nous la guidons et l'accompagnons dans son projet en vue d'être autonome.

La loi pour le plein emploi conduit à mettre en place une expérimentation depuis 2023 portant sur de nouvelles modalités d'accompagnement des allocataires du RSA dans le Loiret dont les villes pilotes sont MONTARGIS et CHALETTE. Cette réforme a un impact sur notre service d'insertion d'une manière positive.
Ce nouveau fonctionnement redynamise également notre mission de couverture territoriale pour laquelle ESPACE est la seule association à se déplacer sur tout l'est du département. Au vu de l'augmentation des orientations, nous avons dû, à regret, limiter le nombre de places. Les rendez-vous sont fixés soit en mairie, au CCAS, dans les Maisons des Services ou, cas exceptionnel au domicile de la personne.

A la fin de cette année 2024, 41 personnes poursuivent l'accompagnement.

Accompagnement professionnel

Parmi les 49 personnes en accompagnement professionnel, 14 ont travaillé ou réalisé une formation.

La psychologue du travail assure les accompagnements professionnels en fonction des demandes des bénéficiaires.
Les accompagnements peuvent avoir différentes finalités, telles que l'aide à la définition d'un projet professionnel, la recherche d'emploi ou de formation, ainsi que l'accès à la mobilité.
Les personnes accompagnées rencontrent différentes problématiques dans leur recherche d'emploi : Niveau de qualification, chômage de longue durée, mobilité géographique, maitrise du français, garde d'enfant, trouble psychique ou trouble du comportement.

L'approche interdisciplinaire implique une collaboration entre les différents professionnels et permet donc d'obtenir des résultats plus efficaces en matière d'insertion professionnelle.

Le travail sur les passions des personnes est aussi source de résultat positif, puisqu'il permet de s'axer sur les motivations profondes des individus sans aucun jugement.

Accompagnement psychologique

33 personnes ont bénéficié d'un accompagnement psychologique. 12 d'entre eux perdurent en 2025.

Le travail psychologique consiste à aider les personnes qui le souhaitent, à surmonter les difficultés qui peuvent entraver leur accès aux soins ou leur insertion professionnelle. La durée de 24 mois de l'accompagnement permet d'aborder les freins à l'insertion, tout en établissant une relation de confiance.

Pour cette année, les problématiques mises en évidence et travaillées sont :

- Problématiques addictives,
- Troubles anxieux (trouble obsessionnel compulsif, phobie spécifique, trouble d'attaque de panique, anxiété sociale …),
- Deuils,
- Isolement,
- Acceptation de la maladie,
- Estime de soi,
- Amélioration de la qualité de vie,
- Dépression,
- Etat de stress post-traumatique,
- Trouble de la personnalité,
- Parentalité.

Les psychologues ont pu remarquer, dans certains de leurs suivis, une part importante de problématiques de santé, où le bénéficiaire se trouve **être l'aidant familial**. Cette problématique engendre un retentissement important dans la vie des bénéficiaires, entraînant un frein dans leurs projets personnels quels qu'ils soient, culpabilisant de s'y consacrer.

Les traumatismes psychiques sont toujours aussi importants, bien souvent issus de violences conjugales ou de maltraitances durant l'enfance. Ces événements impactent considérablement la vie de la personne : Relations interpersonnelles, estime de soi, affirmation de soi…

Un certain nombre de bénéficiaires ont pu atteindre leurs objectifs fixés en lien avec l'accompagnement psychologique. Ils ont pu être orientés vers la chargée d'insertion sociale et/ou vers la psychologue du travail et/ou vers l'emploi, atteignant ainsi une meilleure qualité de vie.

Accompagnement social

Cette année, les personnes en accompagnement social sont en augmentation de manière importante (34 personnes), dont 13 sont en milieu rural. La majorité sont des femmes. La durée de l'accompagnement varie selon la demande de la personne.

Pour cette année 2024, la priorité des thèmes travaillés se présente comme suit :

- Santé : 24 personnes,
- Démarches administratives : 17 personnes,
- Budget : 8 personnes,
- Logement : 6 personnes.

Certes en fonction des années, les thèmes peuvent varier mais les difficultés rencontrées par rapport à la santé restent les mêmes : Pour joindre la CPAM, l'absence de médecins généralistes ou de spécialistes, le refus par certains médecins de compléter le certificat médical MDPH car ils ne connaissent pas suffisamment le patient… Ceci pose des préjudices au bon déroulement de l'accompagnement.

Mais quel que soit l'axe d'intervention, l'objectif de la chargée d'insertion sociale est de trouver au maximum des solutions pour permettre à la personne de trouver ou retrouver une stabilité et de ce fait une autonomisation.

Cependant, ces processus restent précaires pour certaines situations où un grain de sable peut venir rapidement enrailler le mécanisme.

B. Accompagnements ESPACE

Conformément au choix du Conseil d'Administration d'Espace, à l'origine de la mise en place de cette mesure, **5 personnes ont été accompagnées** dans ce cadre cette année.
Il s'agit de personnes ne pouvant être accompagnées dans un autre cadre (Ni bénéficiaires du RSA, ni concernées par les addictions) ou dont l'accompagnement a pris fin car limité dans le temps par les conventions nous unissant à leur promoteur.
Ce cadre exceptionnel permet la résolution de problématiques en cours de traitement mais non encore abouties ou la prise en charge de problématiques ne nécessitant pas un accompagnement au long cours.

C. Soutenir les jeunes des territoires fragiles face aux addictions et à la précarité

Financé par la DREETS et l'ARS à compter de septembre 2024 jusqu'en aout 2025, ce projet permet un accompagnement spécifique pour les jeunes en rupture de lien sur l'Est Loiret.

Basé sur l'Aller-Vers et le Faire-Avec, il remobilise des jeunes vulnérables grâce à un accompagnement pluridisciplinaire et la mobilisation du dispositif TAPAJ.

L'équipe est composée de deux éducateurs spécialisés, une conseillère en orientation professionnelle et une infirmière.

Un vaste réseau partenarial composé d'acteurs des champs du social, médicosocial, du sanitaire, de l'insertion, d'entreprises privées et de particuliers est acteur des phases de repérage et de mobilisation sur le montargois et le giennois.

Au 31 décembre 2024, après 4 mois d'activité, **34 partenaires** étaient investis dans le projet, **21 jeunes y étaient engagés dont 13 ont effectué des plateaux TAPAJ.**

Nous présenterons les résultats de l'action au prochain rapport d'activité.

Pôle Santé - Sexualité

III - Activité du pôle Santé – Sexualité

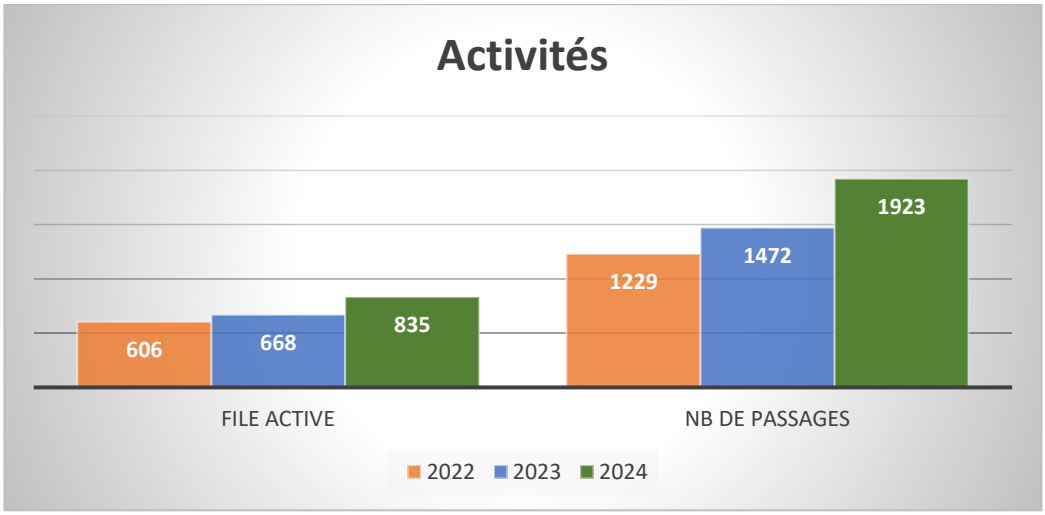
Les missions du CeGIDD (Centre Gratuit d'Information, de Dépistage et de Diagnostic des infections par le VIH, les hépatites virales et les IST) sont :

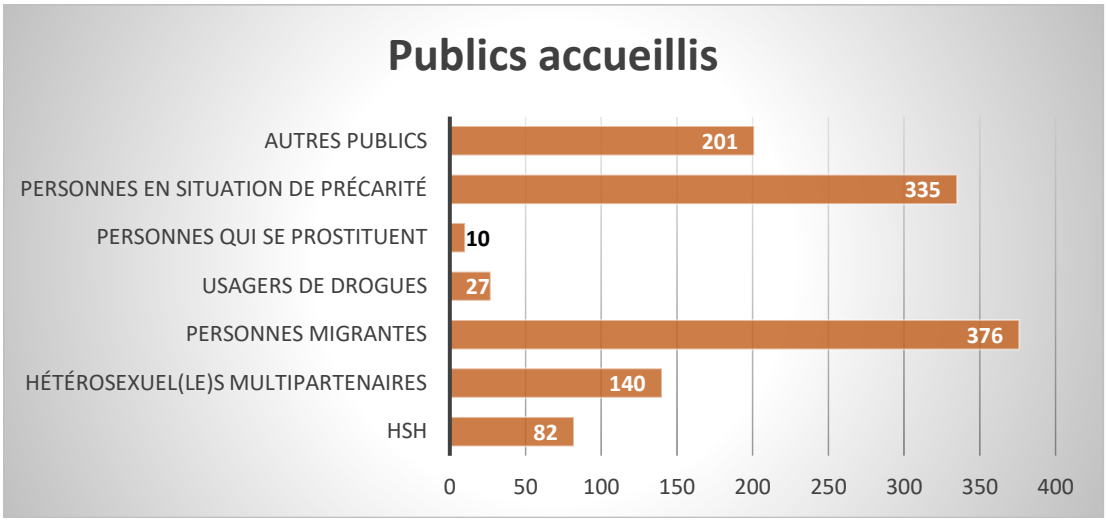
- L'accueil et l'information concernant la santé sexuelle,
- L'entretien personnalisé et évaluation des facteurs d'exposition,
- Le dépistage gratuit du VIH, des hépatites virales et des IST,
- Le conseil personnalisé dans le but de prévention primaire et secondaire,
- La distribution de matériel de prévention et de documentation spécialisée,
- La prise en charge et suivi des accidents d'exposition au VIH, VHB ou VHC,
- La prise en charge médicale de l'usager porteur d'une IST,
- L'orientation, si nécessaire, vers une consultation médicale adaptée,
- Les actions de RdR et de dépistage auprès des personnes prostituées,
- La prévention et la détection des violences sexuelles et détection des troubles de dysfonctions sexuels,
- La prévention des grossesses non désirées,
- La prescription ou délivrance de contraception d'urgence.

Le CeGIDD, en tant qu'antenne du CHRU, assure une mission de service public auprès de la population générale et des publics cibles. Il a vocation à accueillir sans distinction ni discrimination. Il doit adapter ses actions en ciblant les publics les plus exposés aux IST, en fonction de l'épidémiologie et du risque de transmission.

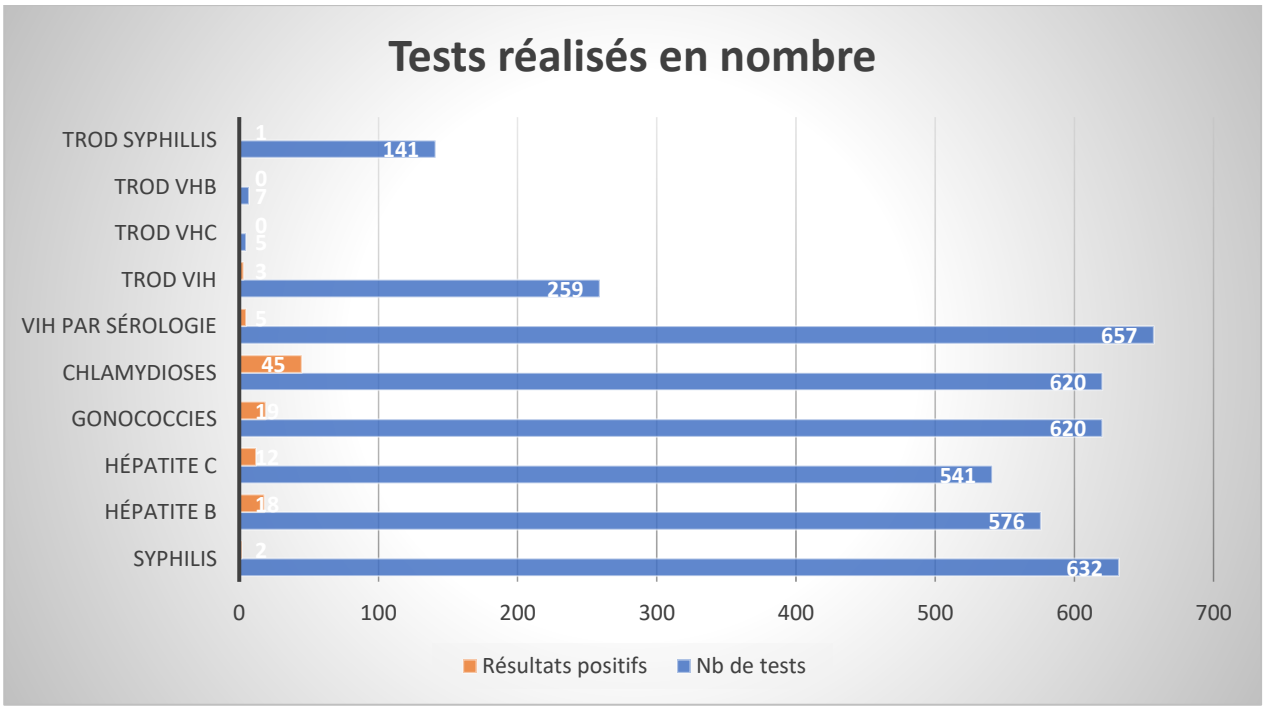
A. Antenne CeGIDD Montargis

Le CeGIDD de Montargis a enregistré **1923 passages** pour une file active de **835 personnes.**





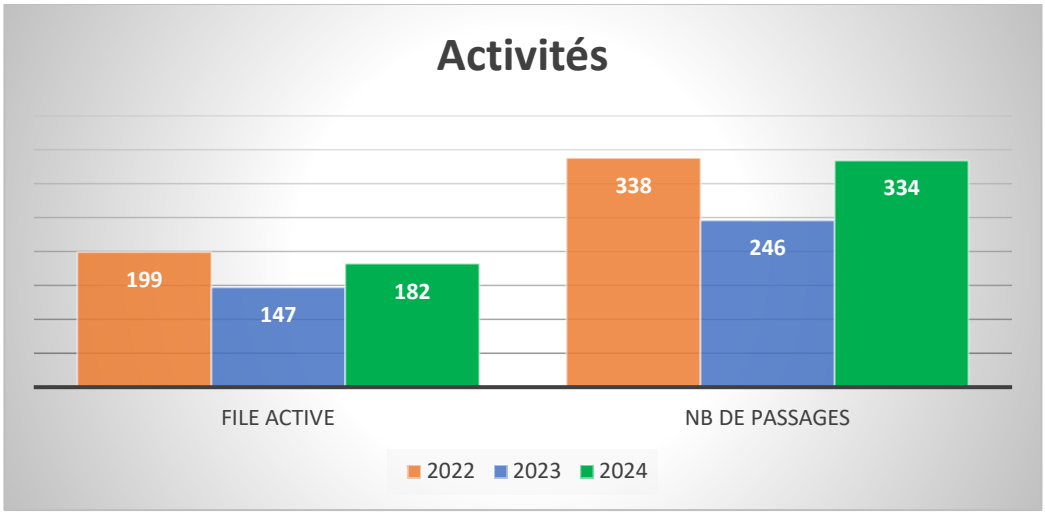
4.058 tests ont été réalisés dont **104** se sont révélés positifs



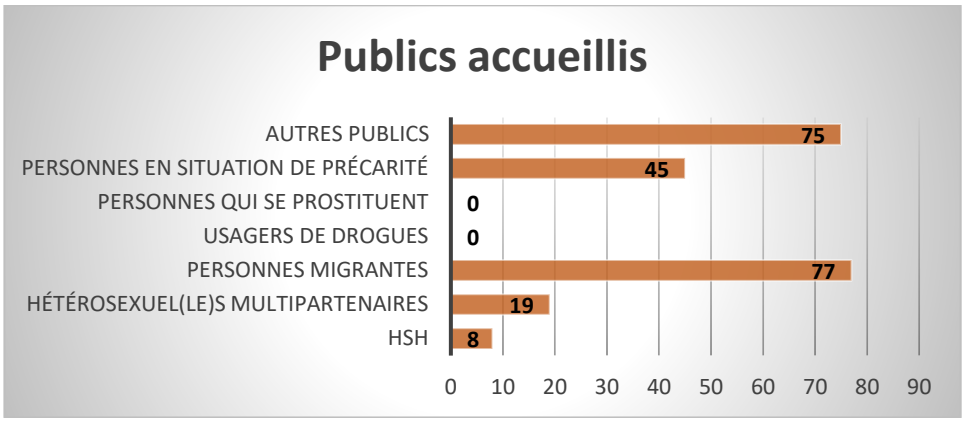
Les chlamydioses ont été traités au CeGIDD. Les personnes ayant contracté le VIH, le VHB ou le VHC ont été orientées vers l'infectiologue qui assure une permanence au sein de l'association Espace.

B. Antenne CeGIDD Pithiviers

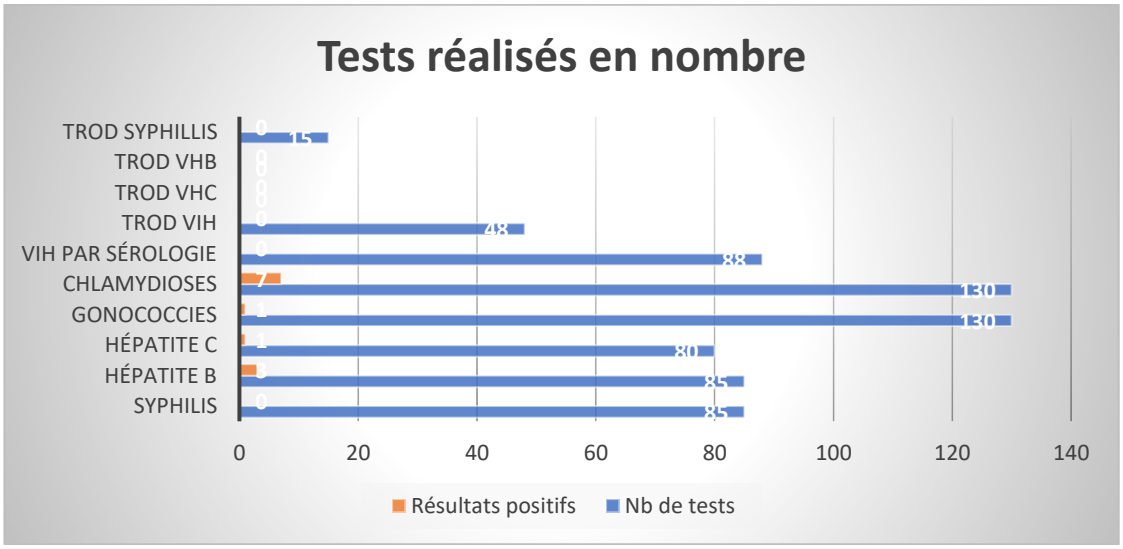
Le CeGIDD de Pithiviers a enregistré **334 passages** pour une file active de **182 personnes.**



Le public touché est sensiblement différent que celui de Montargis, plus généraliste, mais les personnes migrantes restent majoritaires.



661 tests ont été réalisés dont **12** se sont révélés positifs



C. Prévention des IST et sexualité à risque auprès des travailleuses du sexe

L'action a pour objectif de réduire les risques de contamination VIH/VHC/VHB/IST, de promouvoir l'utilisation des outils de prévention (Préservatifs, gels), de favoriser le dépistage et la vaccination mais aussi de faciliter l'accès de ce public aux droits sociaux et au système de soin.

La réduction des risques auprès des travailleuses du sexe permet à l'intervenante sociale de s'engager dans le principe d'action de 1ère ligne qui consiste à aller au-devant des personnes, là où elles se trouvent, par le passage régulier sur les lieux de prostitution identifiés dans tout l'Est du département.

En raison du statut juridique particulier de la prostitution en France, la collaboration avec les travailleuses du sexe est très délicate et la relation de confiance prend du temps. Grâce à l'ancienneté de l'action, un réel climat de confiance est établi. Cependant ceci n'efface pas les multiples formes de violences et de pressions auxquelles elles sont exposées.

Le paysage prostitutionnel a certes été modifié par la loi sur la pénalisation, mais il est à constater que la crise sanitaire a eu encore plus d'impact. Lors d'échanges avec d'autres structures, nous arrivons au même constat : La prostitution de rue est en baisse au profit de la prostitution sur les réseaux sociaux. Du fait de la baisse des clients, les femmes deviennent irrégulières sur leurs lieux d'activités.

Pour cette année 2024, 20 femmes ont été rencontrées, dont 2 nouvelles pour 320 contacts.

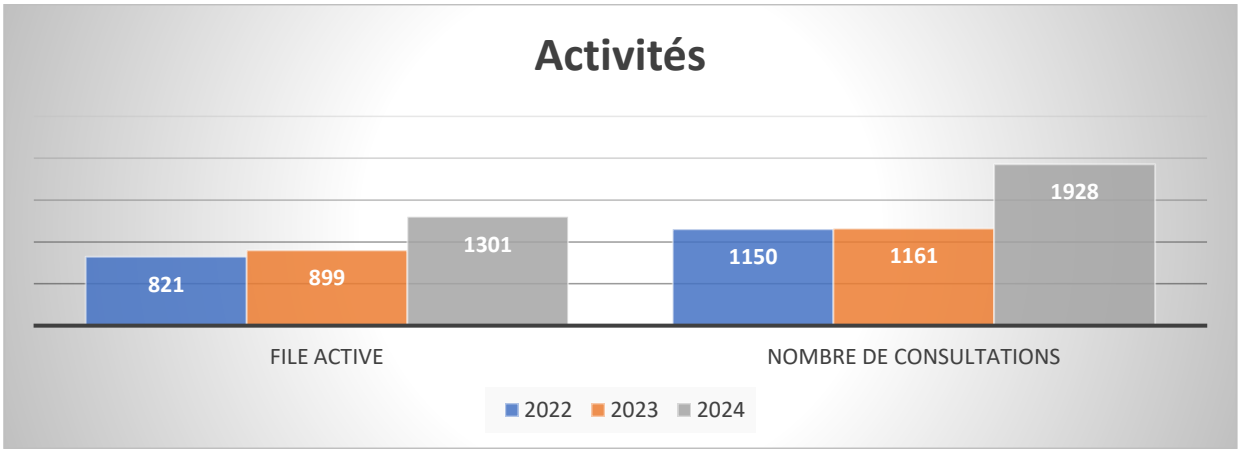
La réduction des risques se compose d'une distribution de matériel associée en début d'année à une ordonnance permettant un remboursement des préservatifs et qui peut compléter le matériel distribué. Il y a également une distribution de documentation qui, pour cette année, consiste plus à une piqûre de rappel sur le VIH, VHC.

Comme chaque année, le dépistage se compose de deux campagnes. L'une se déroule au printemps et la deuxième en automne sur les lieux d'activités. Les dépistages se réalisent dans les camionnettes des femmes prostituées. Moment intimiste où la parole se libère sur des sujets plus personnels autour d'un café, renforçant ainsi notre relation de confiance.
15 personnes ont été dépistées.

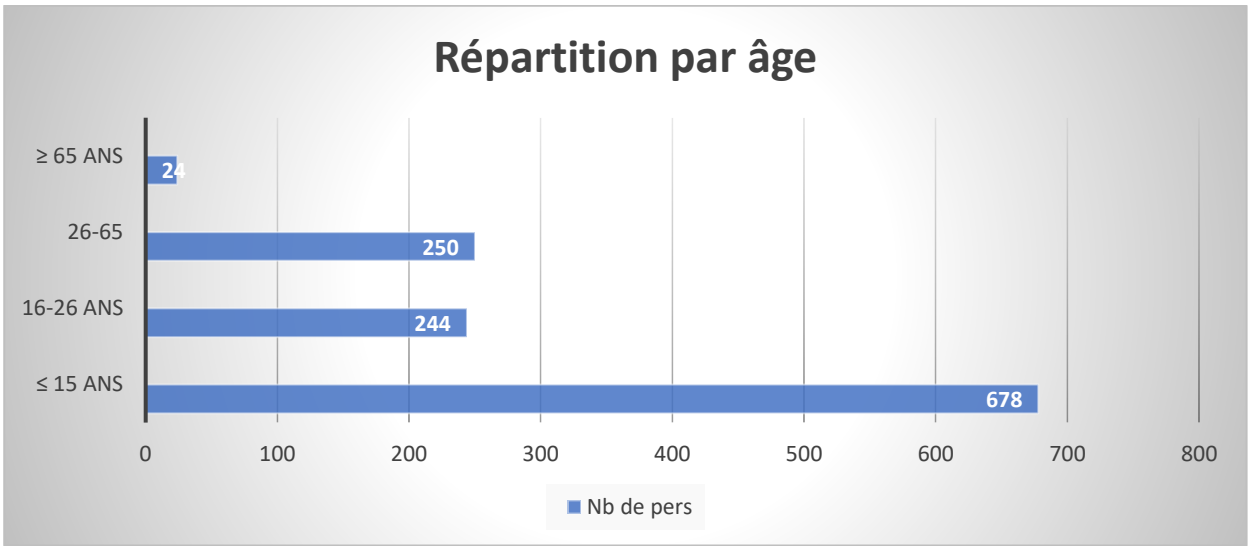
Pour l'accompagnement social, **4** personnes ont demandé des rendez-vous à l'association ESPACE. Mais ceux-ci se réalisent également et régulièrement sur les lieux d'activités. Les demandes portent sur des démarches administratives, juridiques mais également sur des problèmes de santé et familiaux.

D. Antenne Centre de Vaccination

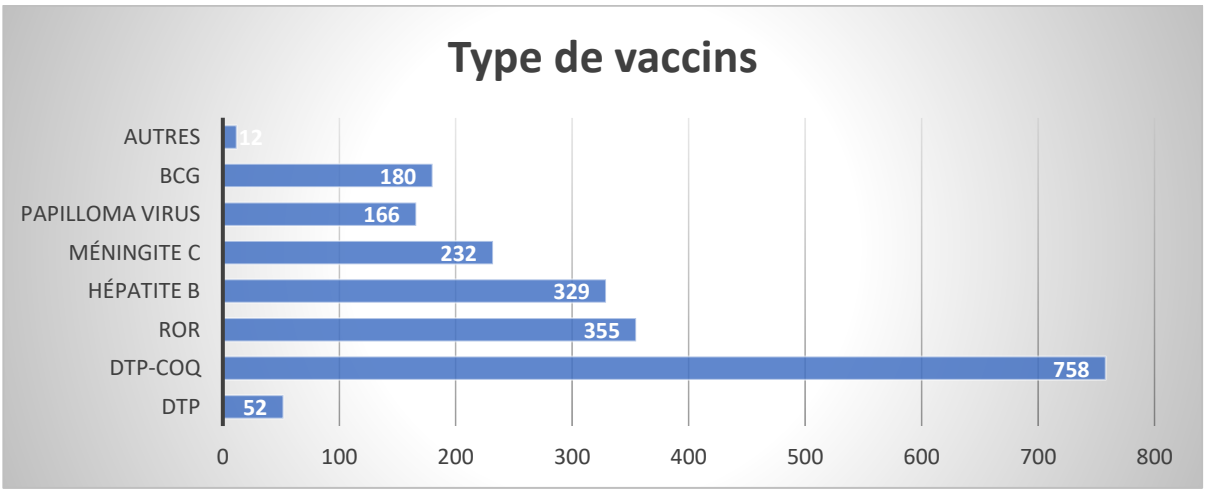
Le centre de vaccination de l'association Espace est une antenne du CHRU d'Orléans.
Il permet à toute personne de plus de 6 ans de réaliser, gratuitement, les vaccins recommandés ou obligatoires du carnet vaccinal, et dès l'âge d'un mois pour le BCG.



La file active a été de **1 301 personnes** représentant **1928 visites**



Les mineurs représentent **52%** de la file active du centre de vaccination.
2.084 vaccins ont été administrés



Groupement de coopération régional CUP RdR

IV – Groupement de coopération régional CUP RDR

Le GCSMS CUP RDR, formé par plusieurs partenaires régionaux, vise à développer la réduction des risques en région Centre Val de Loire.
En 2024, l'APLEAT/ACEP a rejoint le groupement permettant d'augmenter les structures conventionnées à cinq CSAPA, trois CAARUD et un CeGIDD.

Financé par l'ARS et la MILDECA, CUP RDR a réalisé des interventions en milieu festif et dispensé des formations sur la réduction des risques en milieu festif à destination des nouveaux intervenants de CUP RDR et des organisateurs d'évènements festifs mais également des formations pour les équipes relais et les violences sexuelles et sexistes.

La couverture festive

En 2023, nous avions fixé comme objectif d'augmenter notre présence sur la scène alternative. Ne pouvant couvrir tous les évènements, nous envoyions par la poste des colis aux organisateurs formés par CUP qui relaient les informations RDR auprès de leurs propres évènements, en 2024, 14 colis ont été envoyés.
Nous avons alors augmenté notre présence sur le festif illégal avec une présence (Dont les envois de colis) à 80% sur ce type d'évènements.
Malgré cela, les demandes de couvertures festives se poursuivent et nous couvrons à distance de nombreux évènements non déclarés par la mise à disposition de matériel de RDR, la promotion de l'application et la présence d'usagers relais formés par CUP RDR.
Les prises de contact sont cette année plus harmonieuses avec 49% (5980 UD) sur les free-party contre 51% (6311 UD) sur les festivals, cela s'explique par un plus grand nombre de festivaliers sur les évènements déclarés. Pour rendre les chiffres plus lisibles, le festival Yzeures'N'Rock qui rassemble beaucoup de free-party aux alentours a été comptabilisé dans les événements non déclarés.

Types de consommations rencontrées et besoins en RDR

Cette année 2024, CUP aura été en contact avec 12 291 personnes sur le stand ou en maraude. Cette augmentation impressionnante peut s'expliquer de différentes manières mais principalement par la visibilité du camion, la possibilité d'analyse des produits psychoactifs et la reconnaissance de notre dispositif sur la scène alternative.

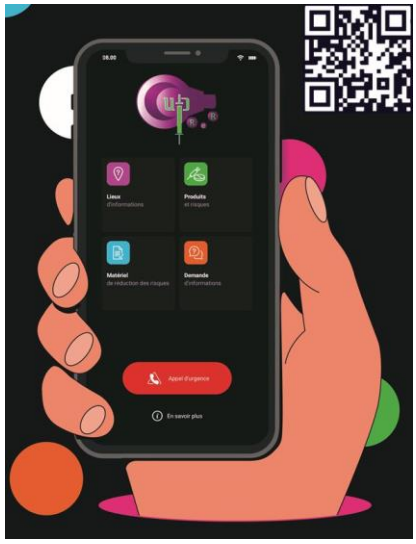
La mise à semi-disposition du matériel, c'est-à-dire, à la vue des usagers mais dans des bacs en plastiques favorisent la communication et les échanges sont alors authentiques.

Il apparait de manière flagrante que les consommateurs occasionnels d'ecstasy ou de 3MMC notamment méconnaissent les produits. En effet, ceux-ci consomment les produits sans en connaitre les propriétés, sans fractionner leur prise et sans aucune connaissance en réduction des risques. Le travail de maraude prend alors tout son sens, il permet d'aller au-devant des usagers, avec plus de discrétion qu'au stand. Cela favorise la communication et permet de répondre aux questions avant de réorienter vers le stand si nécessaire.

Cette année encore, l'essentiel de travail RDR s'est majoritairement orienté sur les pratiques de sniff. La méconnaissance de l'intérêt du sérum physiologique et d'un support propre pour travailler le produit à consommer. Les différentes informations autour de l'ecstasy auront représenté un autre grand travail pour les intervenants : Les variations de dosages de produit actif dans les cachets d'ecstasy et les moyens de consulter les alertes produits.

17 673 unités distribuées avec plus de 4 3200 carnets de paille, près de 1 200 préservatifs et 3 500 éthylotests/mètres.

L'Application



En 2024, CUP RDR s'est concentré sur l'amélioration continue de l'application et son adaptation aux besoins des usagers.

Avec 7 836 passages sur l'application et 767 réorientations vers les services de soins. L'enquête de satisfaction a révélé une note moyenne de 8.73/10 (38 répondants).

Actualisations et enrichissements

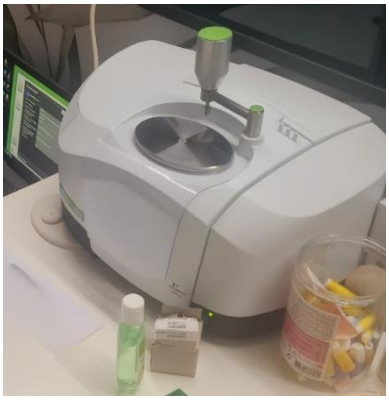
- Cartographie optimisée
- Ajout de fiches produits
- Communication renforcée

Une large campagne de communication a été déployée en 2024, visant à renforcer la visibilité de l'application :

- Présence sur les événements festifs : L'application a été promue activement sur les stands de RdR, notamment grâce à des démonstrations pratiques et des flyers.
- Réseaux sociaux : Une stratégie ciblée a permis de toucher directement les jeunes festivaliers, principal public concerné.
- Collaboration avec des partenaires locaux : Des présentations aux services d'addictologie, aux associations et structures de RdR ont contribué à élargir la portée de l'application auprès d'un public plus large.

Ces efforts de communication ont permis d'augmenter le nombre de téléchargements et d'usagers actifs sur l'application, renforçant son rôle comme outil clé de prévention et d'information.

L'analyse des produits



Avec le soutien financier de l'ARS, nous avons pu acquérir en juillet 2024 un spectromètre à infrarouge, permettant d'effectuer près de 260 analyses de produits lors de la saison festive.

La spectrométrie de masse est un outil de plus en plus utilisé dans la réduction des risques en milieu festif pour analyser les substances consommées et aider à prévenir les overdoses et autres risques associés.

Lorsque ce type de dispositif est utilisé, il est essentiel de diffuser un message de réduction des risques clair et informatif.

La Formation

L'axe de la formation constitue une pierre angulaire des actions menées par le GCSMS CUP RDR. Il reflète notre engagement constant envers la transmission de messages fiables, clairs et adaptés dans le domaine de la Réduction des Risques (RdR).

Les formations proposées couvrent une large palette de sujets, notamment :

- Le cadre législatif : Comprendre les droits et devoirs des intervenants en RdR mais également de la consommation de stupéfiant.
- Les risques liés aux substances psychoactives : Analyser et communiquer les risques spécifiques à chaque produit.
- La communication : Délivrer des messages clairs et adaptés au public ciblé.
- La santé sexuelle : Intégrer la prévention des IST et la promotion de pratiques sexuelles protégées.
- Le rôle de l'intervenant en RdR : Adopter une posture bienveillante et non jugeante.

Ces sessions sont animées par des formateurs sélectionnés pour leur expertise et leurs qualités pédagogiques, garantissant un apprentissage interactif et efficace.
La formation sur la Réduction des Risques en milieu festif financée par l'ARS, organisée en mars 2024, a marqué une étape importante. Dix participants ont bénéficié de cette session de deux jours.

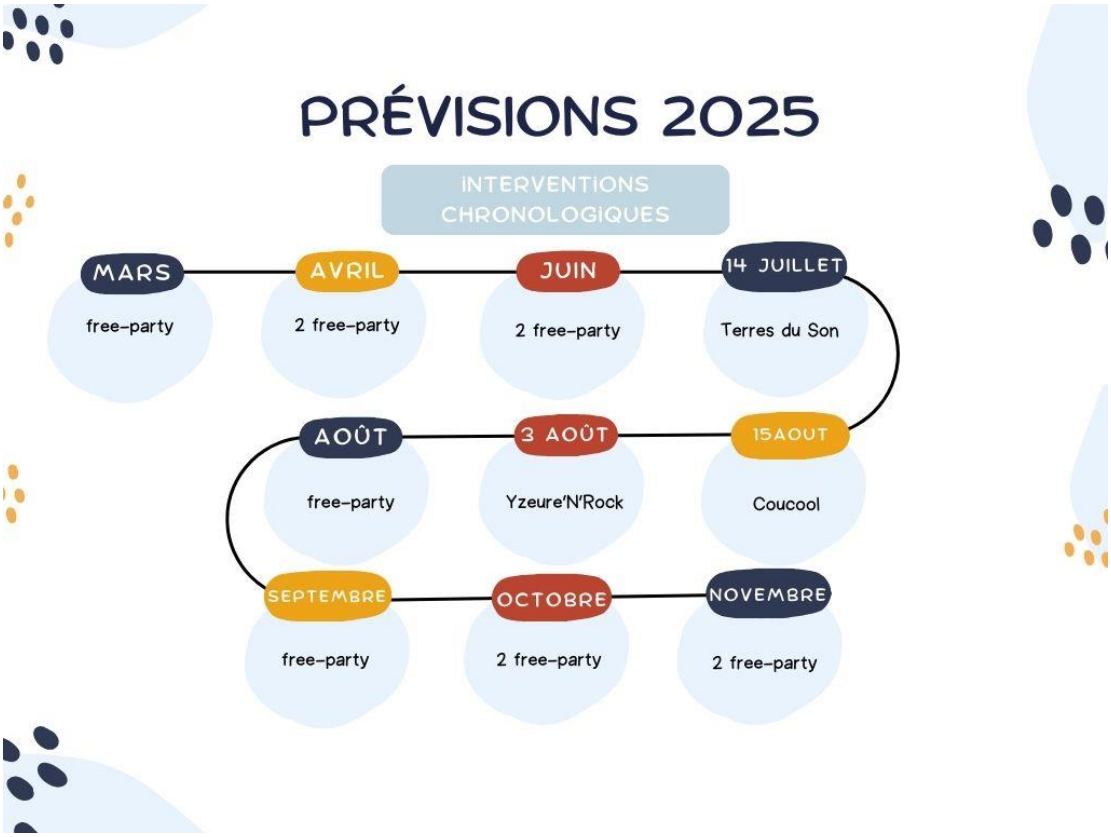
Dans le cadre de la création d'équipes relais, quatre actions de formation de sept heures chacunes étaient prévues, ciblant des acteurs clés du Loiret tels que les salariés du monde de la nuit, les organisations étudiantes, les secouristes, les délégués cohésion police-population et les conseillers pénitentiaires d'insertion et de probation.
Ces formations visaient à renforcer leurs compétences en addictologie, réduction des risques liés à l'usage de drogues, et santé sexuelle, pour favoriser des interventions plus cohérentes lors d'événements festifs.

Le 12 décembre, l'association « **Les Établies** » de Tours, spécialisée dans la prévention et la lutte contre les violences et harcèlements sexuels et sexistes, a formé 12 intervenants réguliers de CUP RDR à des thématiques essentielles : L'histoire des VSS et le cadre législatif, la clinique des VSS, le psycho traumatisme, l'accompagnement en milieu festif, et l'orientation en région Centre-Val de Loire.

Cette formation, complète et adaptée aux réalités du milieu festif, pose les bases d'une meilleure prise en charge des violences sexuelles et sexistes. Dès la prochaine saison, à chaque intervention sera présent un intervenant formé au VHSS.

Perspectives 2025

Entre janvier et juin, cinq free-party sont prévues, suivies, pour l'été, de deux festivals majeurs : Terres du Son et Coucool auxquels s'ajoutent les free-party du festival Yzeures'N'Rock. Enfin, pour clore l'année, cinq autres free-party sont actuellement envisagées.
Ces événements couvrent une variété de périodes et de contextes, offrant une occasion continue d'engager des actions de réduction des risques tout au long de l'année.



V - Perspectives 2025

2025 est une année d'importants changements pour ESPACE.

- **L'emménagement dans ses nouveaux locaux** va demander de repenser l'organisation du travail puisque les différents établissements et services ne seront plus dans le même bâtiment et de trouver les ressources permettant de maintenir la cohésion des équipes et le bien vivre ensemble,
- **Le départ à la retraite de sa fondatrice**, Anne Clerc, marque un tournant. L'équipe de Direction travaille d'ores et déjà à préparer l'avenir de l'association en garantissant le maintien des valeurs qui l'animent depuis sa création et son ancrage militant à travers le prisme de la réduction des risques comme abord de la prise en charge,
- **Le projet d'ouverture d'un centre de santé** permettra de compléter son offre de soin et d'apporter au territoire une réponse complémentaire aux besoins de ses habitants,
- **Le partenariat avec l'IFSI de Châlette sur Loing** nous amènera à accueillir des infirmiers régulièrement en stage sur nos deux établissements médico-sociaux,
- **La préparation à l'évaluation externe** va mobiliser les équipes du CSAPA et du CAARUD tout au long de l'année.